

Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

EDITO

Chèr(e)s Collègues, Chers lecteurs,

La présente lettre, qui constitue le 8ème numéro de la lettre d'information du MIL, retrace la vie scientifique et collective du laboratoire depuis le début de l'année 2022.

Notre équipe a fait montre d'un important dynamisme au cours des six derniers mois.

Près de vingt évènements ont été organisés, parmi lesquels un colloque «la France, un Etat intégré» dans le cadre de la Présidence française de l'Union, le premier colloque doctoral (organisé par les doctorants du MIL), un forum des métiers, de nombreuses conférences sur des enjeux de légistique, de liberté d'expression ou encore de justice constitutionnelle, sans compter les évènements qui rythment, chaque mois, le projet ANR consacré à la protection sociale des travailleurs de plateforme.

Toute cette dynamique est rendue possible par la faculté permise à chacune et à chacun d'investir ses champs disciplinaires: droit public interne, droit privé interne et droit international privé, droit européen, histoire du droit, théorie et philosophie du droit. Cette diversité est la force motrice du laboratoire MIL et elle donne toute sa plénitude lorsqu'elle se structure sous la forme de projets communs - tels que les ANR ou les Chaires. Dans la perspective - qui n'est guère si lointaine - de l'évaluation du laboratoire, et dans un contexte de forte sollicitation de notre budget, la structuration collective sera sans doute un impératif croissant.

Le MIL déploie également ses activités à travers le financement de bases de données: les bases «WestLaw» (leader sur les bases en anglais), «Stradalex» (Larcier/Bruylant), Achat public et EU Law Live élargissent de manière considérable l'accès aux sources, en droit comparé, droit international privé et public, droit public interne et droit européen. N'hésitez pas à les utiliser.

Nous aurons le plaisir de nous retrouver à la rentrée lors de l'Assemblée générale annuelle, prévue le jeudi 29 septembre de midi à 14h. Ce temps de cohésion et de convivialité sera l'occasion de présenter les projets pour l'année 2022/2023 et d'accueillir les nouveaux collègues et doctorants.

Bel été à tous et à toutes !

Stéphane de La Rosa, Bénédicte François

PROJET CEPASSOC : ANR PROTECTION SOCIALE ET PLATEFORMES



Webinaire du projet CEPASSOC - La proposition de directive sur l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes numériques : quels nouveaux défis ?

Le huitième webinaire du projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes (CEPASSOC) s'est déroulé en ligne le jeudi 27 janvier 2022. Il a donné lieu à l'intervention de **Niklas Selberg**, Professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Lunds en Suède. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de **Claire Marzo**, Maître de conférences en droit public, coordinatrice du projet ANR « Jeune chercheur » CEPASSOC et membre du laboratoire MIL.

Webinaire du projet CEPASSOC - La proposition de directive 2021/762 sur les conditions de travail des travailleurs de plateformes : un enchevêtrement de niveaux de protection

Le neuvième webinaire du projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes (CEPASSOC) s'est déroulé en ligne le jeudi 3 février 2022. Il a donné lieu à l'intervention de **Jonathan Sellam**, Doctorant à l'Université Paris II et à l'UPEC.



Webinaire du projet CEPASSOC - Constitutionalisme numérique et travail de plateformes

Le dixième webinaire du projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes (CEPASSOC) s'est déroulé en ligne le lundi 14 février 2022. Il a donné lieu à l'intervention de **Nastazja Potocka-Sionek** et **Sarah Tas**, Professeurs à la Faculté de droit de l'EUI.

Webinaire du projet CEPASSOC - La loi espagnole sur le travail de plateformes

Le onzième webinaire du projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes (CEPASSOC) s'est déroulé en ligne le jeudi 17 mars 2022. Il a donné lieu à l'intervention d'**Eusebi Colas-Neila**, Professeur associé et directeur académique du programme de licence en relations du travail, à l'Université Pompeu Fabra de Barcelone en Espagne.



Webinaire du projet CEPASSOC - Les travailleurs de plateformes : travailleurs indépendants ? travailleurs salariés ? travailleurs dissimulés ? - Analyse de la décision du Tribunal correctionnel de Paris du 19 avril 2022.

Le douzième webinaire du projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes (CEPASSOC) s'est déroulé en ligne mardi 17 mai 2022. Il a donné lieu à l'intervention de **Jonathan Sellam**, Doctorant à l'Université Paris II et à l'UPEC et de **Barbara Palli**, Maître de Conférences à l'Université de Lorraine.

Conférence du projet CEPASSOC

La table-ronde du projet CEPASSOC intitulée « Protection sociale, citoyenneté sociale – Fondements philosophiques » s'est déroulée le mardi 24 mai 2022 dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation co-organisée par le Laboratoire MIL et Sciences-po Lyon.



Conférence du projet CEPASSOC

La conférence « sonder les fondements de la protection sociale à la lumière du travail de plateformes » s'est déroulée les 23 et 24 juin 2022 dans les locaux de la Faculté de droit.

ACTIVITÉS DE LA CHAIRE JEAN MONNET



La France, un Etat intégré

Le colloque intitulé « La France, un Etat intégré » était organisé à l'occasion de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Il s'est déroulé le mardi 18 Janvier 2022 dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre du cycle de conférences de la Chaire Jean Monnet. Elle était placée sous la responsabilité scientifique de **Béligh Nabli**, Maître de conférences HDR en droit public à l'UPEC, Chercheur associé au CERJ de Sciences Po Paris et membre du Laboratoire MIL.

Conférence de la Chaire Jean Monnet « Instruments juridiques de la souveraineté économique européenne »

Dans le cadre de la Chaire Jean Monnet « Instruments juridiques de la souveraineté économique européenne », une conférence était organisée le mardi 8 mars 2022 sur le « Réexamen de la politique commerciale – Une politique commerciale ouverte, durable et ferme ». Cette conférence a porté sur les mutations majeures des différents instruments de politique commerciale (filtrage des investissements, modification de la réglementation anti dumping, accords bilatéraux avec les Etats tiers, contrôle des subventions dans les marchés publics) dans un contexte géopolitique de plus en plus dégradé, incluant le conflit en Ukraine.

A cette occasion sont intervenus : **Denis Redonnet**, Directeur à la Direction Général «Trade» de la Commission européenne, Directeur général adjoint en charge de l'application des règles en matière de commerce international ; **Alan Hervé**, Professeur à Sciences Po Rennes ; **Laure Clément Wilz**, **Arnaud de Nanteuil**, **Stéphane de La Rosa**, Professeurs à l'UPEC.



Carrefour des métiers de l'Europe

Le Carrefour des métiers de l'Europe organisé par l'AFEE (Association Française d'Etudes Européennes) et le laboratoire MIL, s'est déroulé le lundi 4 avril 2022 dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de **Laurence Potvin-Solis**, Professeur de droit public et membre du Laboratoire MIL.



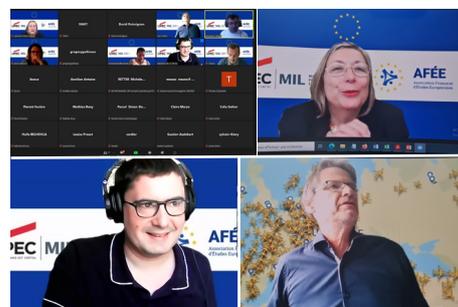
Restitution des billets de l'AFÉE

L'organisation du colloque de restitution des billets de l'AFÉE s'est déroulé, en ligne, le lundi 4 juillet 2022, sous la direction scientifique de **Laurence Potvin-Solis**, Professeur de droit public.

L'Association française d'études européennes (AFÉE, ex. CEDECE) est une association scientifique réunissant des universitaires, des chercheurs ainsi que des personnalités extérieures intéressées par les problématiques liées à la construction européenne, dont elle est un lieu naturel de rencontre et d'échanges.

Créée en 1965 à l'initiative du Professeur Pierre-Henri Teitgen, elle vise notamment à promouvoir les études relatives à l'Union européenne et, au-delà, à l'Europe et aux intégrations régionales dans le monde.

À l'initiative de son Président actuel, le Professeur Loïc Grard (Université de Bordeaux) et des membres de son Conseil d'administration, plusieurs activités nouvelles ont été développées dont la publication de billets libres de réaction à l'actualité européenne, sous la responsabilité des Professeurs Brunessen Bertrand et Sébastien Adalid, et mis en ligne sur son site : <https://afee-cedece.eu>



INSTITUTIONS ET LÉGISTIQUE



Table-ronde autour de l'ouvrage de Charles Girard « Délibérer entre égaux. Enquête sur l'idéal démocratique »

La table-ronde consacrée à l'ouvrage de **Charles Girard** « Délibérer entre égaux. Enquête sur l'idéal démocratique », s'est déroulée le vendredi 31 janvier 2022, en présence de l'auteur, dans les locaux de la Faculté de droit. Elle a donné lieu aux interventions de **Pierre-Marie Raynal**, Maître de Conférences en droit public à l'Université Cergy-Pontoise, de **Marie Cretin-Sombardier**, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL, de **Jean-Marie Chevalier**, Maître de conférences en philosophie à l'UPEC et de **Gregory Bligh**, Maître de conférences en droit public à Sciences Po Lyon et membre associé du Laboratoire MIL.

Les aspects constitutionnels de la qualité de la loi. À propos de l'ouvrage d'Alexandre Flückiger, « (Re)faire la loi - traité de légistique à l'ère du droit souple »

La conférence consacrée à l'ouvrage du Professeur Alexandre Flückiger « (Re)faire la loi - traité de légistique à l'ère du droit souple », s'est déroulée en présence de l'auteur le vendredi 4 février 2022, dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation était organisée par **Marc Piton**, doctorant contractuel à l'UPEC, et placée sous la direction scientifique de **Pierre de Montalivet**, Professeur de droit public et membre du Laboratoire MIL.



La forme des lois est-elle la forme du droit ?

La conférence d'**Antoine Chabod**, docteur en histoire ancienne grecque de l'Université Gustave Eiffel, agrégé d'histoire et ATER en histoire ancienne grecque à l'Université de Rouen, s'est déroulée le lundi 14 février 2022 dans les locaux de la Faculté de droit de l'UPEC. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique des Professeurs **Bénédicte François** et **Frédéric F. Martin**, membres du Laboratoire MIL.

Savoir pour pouvoir - Sortir de l'impuissance démocratique

La présentation de l'ouvrage du député François Cornut-Gentille « Savoir pour pouvoir - Sortir de l'impuissance démocratique », s'est déroulée en présence de l'auteur le mercredi 9 mars 2022 dans les locaux de la Faculté de droit de l'UPEC. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique du Professeur **Pierre de Montalivet**.



Séminaire



Le collège de déontologie de la juridiction administrative : une innovation déontologique perfectible

Le séminaire « Le collège de déontologie de la juridiction administrative : une innovation déontologique perfectible » s'est déroulé en ligne le 15 mars 2022 et a donné lieu aux interventions de **Emmanuel Gandigbe**, doctorant et de **Beligh Nabli**, Maître de conférences HDR en droit public à l'UPEC et membre du MIL.



Le savoir en danger

La présentation de l'ouvrage du Professeur **Olivier Beaud** intitulé « Le savoir en danger. Menaces sur la liberté académique » s'est déroulée le mercredi 13 avril 2022 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de **Gregory Bligh**, Maître de conférences en droit public à Sciences Po Lyon.

SYSTÈMES ET JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES



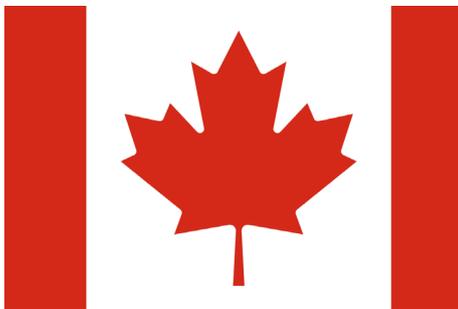
Le modèle de justice constitutionnelle béninoise et les défis de l'Etat de droit en Afrique

La conférence intitulée « Le modèle de justice constitutionnelle béninoise et les défis de l'Etat de droit en Afrique », s'est déroulée le jeudi 10 février 2022 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette manifestation, placée sous la direction scientifique du Professeur **Pierre de Montalivet**, était organisée par **Guelord Luema**, doctorant rattaché au Laboratoire MIL et ATER à l'Université de Tours. Elle a donné lieu aux interventions de **Joseph Fifamin Djogbenou**, Président de la Cour constitutionnelle du Bénin, et de **Gilles Badet**, Secrétaire Général de la Cour constitutionnelle du Bénin.

Le juge constitutionnel régulateur de la démocratie : l'expérience des Etats africains

La conférence intitulée « le juge constitutionnel régulateur de la démocratie : l'expérience des Etats africains », s'est déroulée en distanciel le jeudi 31 mars 2022. Cette manifestation, placée sous la direction scientifique du Professeur **Pierre de Montalivet**, était organisée par **Guelord Luema**, doctorant rattaché au Laboratoire MIL et ATER à l'Université de Tours. Elle a donné lieu à l'intervention d'**Ismaila Madior Fall**, Professeur agrégé à l'Université de Cheikh Anta Diop de Dakar, Ministre d'Etat auprès du Président de la République du Sénégal, Ancien Garde des sceaux et Ministre de la Justice.





Réflexions sur les droits constitutionnels et le contrôle judiciaire des actes de l'État dans le système canadien

La conférence intitulée « Réflexions sur les droits constitutionnels et le contrôle judiciaire des actes de l'État dans le système canadien », organisée sous la direction scientifique de **Gregory Bligh**, Maître de conférences en droit public à Sciences Po Lyon, s'est déroulée de vendredi 15 avril 2022 et a donné lieu à l'intervention de **Charles-Maxime Panaccio**, Professeur de droit à l'Université d'Ottawa.

VIE DU LABORATOIRE & ACTIVITÉS DOCTORALES



Réorganisation de la bibliothèque de droit européen

Le chantier initié par le Laboratoire MIL dans la salle de droit européen, en collaboration avec le Service Commun de la Documentation de l'UPEC, est désormais achevé. Au terme de ce chantier, ont été accomplis l'inventaire, le désherbage, le réaménagement et le signalement de l'ensemble des collections de droit européen. Ce travail fastidieux a été mené par Monsieur **Nicolas Tarson**, en poste depuis le mois de mai 2021 et dont le contrat s'achève fin août 2022. La direction du Laboratoire lui adresse ses plus chaleureux remerciements ainsi que ses meilleurs vœux de réussite.

VIE DOCTORALE

La jeune recherche face au choix des méthodes juridiques

Le premier colloque de la Jeune recherche du Laboratoire MIL s'est déroulé le jeudi 2 juin 2022 dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de **Mathias Collomb**, **Nordine Latreche**, **Yann Lorans**, **Marc Piton** et **Quitterie Rocca-Serra**, doctorants en droit public. La direction du Laboratoire leur adresse toutes ses félicitations.



Soutenance de thèse

Monsieur **Edouard-Robert Aquereburu**, doctorant en droit public sous la direction du **Professeur Arnaud de Nanteuil** et du professeur **Akodah Ayewouadan** (Université de Lomé), a présenté sa thèse intitulée « Le Quasi associé en droit OHADA et droit français » le 28 juin 2022 à 14h00, dans les locaux de notre Faculté.

Membres du Jury :

Rapporteurs : **Bruno Dondero**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; **Marie Goré**, Professeure à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Examineur : **Dorothé Cossi Sossa**, Professeur à l'Université d'Abomey Calavi

Soutenance de thèse

Monsieur **Hugues Parmentier**, doctorant en droit public sous la direction des Professeurs **Bénédicte Francois** et **Stéphane de La Rosa**, présentera sa thèse intitulée « Les actions en dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence » le mardi 5 juillet 2022, dans les locaux de notre Faculté.

Accompagnatrice validation des acquis de l'expérience : **Lydie Pham**, maîtresse de conférences, École des Ponts Paris Tech

Membres du Jury - Professeur **Philippe Brunet**, président, Professeur des Universités, Université Gustave Eiffel, directeur adjoint de l'école doctorale « Organisations, Marchés, Institutions » d'Université ParisEst

- Professeure **Bénédicte François**, Professeure des Universités, Université Paris-Est Créteil, directrice du département des études doctorales d'Université Paris-Est

- Professeur **Stéphane de La Rosa**, Professeur des Universités, Université Paris-Est Créteil, directeur du laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés »

- Madame **Lydie Pham**, maîtresse de conférences, École des Ponts ParisTech, accompagnatrice validation des acquis de l'expérience

- Professeure **Linda Arcelin**, Professeure des Universités, Université de La Rochelle, rapporteure

- Professeure **Muriel Chagny**, Professeure des Universités, Université de Paris-Saclay, présidente de l'association française d'étude de la concurrence, rapporteure académique

- Professeure **Sylvaine Poillot Peruzzetto**, Professeure des Universités, Université Toulouse Capitole, conseillère à la chambre commerciale de la Cour de cassation, suffragante

- Madame **Jacqueline Riffault-Silk**, Doyenne honoraire de la chambre commerciale de la Cour de cassation et ancienne présidente de l'association européenne des juges en droit de la concurrence, rapporteure professionnelle



ACTIVITÉS INTERNATIONALES



Accueil de Monsieur Mohammad Mustafa Mohiqi au sein du Laboratoire MIL

Avocat et enseignant-chercheur à l'Université de Kaboul, Monsieur **Mohammad Mustafa Mohiqi** est spécialiste de droit des libertés fondamentales et de droit numérique. Après avoir fui l'Afghanistan, il a bénéficié du programme PAUSE (Programme national d'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil) et a rejoint le Laboratoire MIL à la fin de l'année 2021.

Accueil de Madame Iuliia Rhyza au sein du Laboratoire MIL

Titulaire d'un doctorat, Madame **Iuliia Rhyza** est spécialiste de droit social et experte pour le Bureau International du Travail. Après avoir fui l'Ukraine, elle a rejoint l'UPEC en avril 2022 dans le cadre du programme PAUSE. Le Laboratoire MIL s'associe à la direction de la Faculté pour lui réserver le meilleur accueil dans ses locaux.



Séminaire Themis

Le séminaire inter-universités organisé dans le cadre du réseau Themis avec le soutien du laboratoire MIL s'est déroulé du 6 au 8 avril 2022. Cette manifestation était placée sous la direction d'**Arnaud de Nanteuil**, Professeur de droit public et membre du Laboratoire MIL.



AG du laboratoire MIL

La prochaine Assemblée Générale du laboratoire MIL se tiendra le Jeudi 29 septembre 2022 de 12h00 à 14h00 dans les locaux de notre Faculté et permettra à tous les enseignants-chercheurs du laboratoire de pouvoir échanger ensemble.

Colloque du projet CEPASSOC - Les salaires minimaux des travailleurs de plateformes : Etude de droit comparé et de l'Union européenne

Le colloque du projet CEPASSOC intitulée « Les salaires minimaux des travailleurs de plateformes : Etude de droit comparé et de l'Union européenne » se déroulera le 30 septembre 2022 dans les locaux de la Faculté de droit. Cette manifestation sera placée sous la direction scientifique de **Claire Marzo**, Maître de conférences en droit public.



L'hérité numérique : le droit des successions face aux nouvelles technologies

Colloque international organisé le 25 novembre 2022 sous la direction scientifique du Professeur **Nicolas Laurent-Bonne**.

Dans le sillage des travaux du 117ème Congrès des notaires qui s'est tenu à Nice au mois de septembre dernier, ce colloque entend livrer une étude prospective des interactions entre le droit des successions et les nouvelles technologies.

Les technologies de la révolution numérique ont en effet profondément bouleversé le règlement des successions et placé les notaires face à de nouveaux enjeux juridiques et fiscaux que la plupart des praticiens peinent encore à appréhender. Les exemples pourraient être multipliés à l'envie : la dématérialisation croissante de la vie sociale soulève ainsi des questions nouvelles relatives à la protection post mortem des données personnelles ; le développement des cryptomonnaies et des cryptoactifs pose quant à lui des problèmes inédits de qualification juridique et fiscale ; de manière plus anecdotique, les tentatives d'inscriptions de testaments automatisés dans des blockchains privés révèlent une volonté de certains acteurs des LegalTech d'échapper au formalisme de l'ordre juridique.

Plusieurs axes seront ainsi envisagés :

- les actifs successoraux numériques : aspects civils et fiscaux
- le traitement des données personnelles du défunt
- la dématérialisation des actes juridiques

Pour chacun de ces trois axes de réflexion, seront successivement traités les aspects de droit interne associant un universitaire et un praticien (notaire ou avocat) en vue de donner un éclairage tout à la fois théorique et pratique ainsi que les aspects de droit comparé. Le colloque entend en effet adopter une approche ouvertement comparative afin d'évaluer les réponses apportées par d'autres systèmes juridiques, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche ou encore le Royaume-Uni.



Soutenance de thèse

Monsieur Mohamed Ahankour, doctorant en droit public sous la direction du Professeur Arnaud de Nanteuil, présentera sa thèse intitulée « La notion de combattant illégal » le mardi 12 juillet 2022, dans les locaux de notre Faculté.

Soutenance de thèse

Madame Zakia Debbabi, doctorante en droit public sous la direction du Professeur Nicolas Ligneul, présentera sa thèse intitulée « Le principe de précaution dans le droit de l'OMC » le vendredi 2 septembre 2022, dans les locaux de notre Faculté.



PUBLICATIONS

OUVRAGES



« Le droit à l'alimentation »

La thèse « Le droit à l'alimentation » de **Benjamin Clémenceau**, soutenue le 2 décembre 2020, sous la direction du Professeur Pierre de Montalivet, a été publiée aux éditions L'Harmattan, Collection Questions alimentaires et gastronomiques en décembre 2021.

À PROPOS DES AUTEURS

Écrit par Benjamin Clémenceau, docteur en droit public de l'UPEC, responsable des affaires juridiques à la mairie de Louveciennes, chargé de cours magistral en droit constitutionnel à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, et conciliateur de justice auprès du tribunal de proximité d'Asnières-sur-Seine.

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 978-2-343-23985-9

Nombre de pages : 710

« Droit fiscal de l'Union européenne »

L'ouvrage « Droit fiscal de l'Union européenne » d'**Alexandre Maitrot de la Motte**, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC et membre du MIL, a été publié en février 2022 aux éditions Bruylant, collection Droit de l'Union européenne - Traités, 3^{ème} édition.

À PROPOS DES AUTEURS

Écrit par Alexandre Maitrot de la Motte professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC et membre du laboratoire MIL

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 978-2-8027-6849-4

Nombre de pages : 1117



« Droit des sûretés »

L'ouvrage « Droit des sûretés » a été publié en février 2022, sous la direction scientifique de **Stéphane Piedelièvre**, Professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC et membre du laboratoire MIL, aux Éditions Bruylant, Collection droit administratif.

À PROPOS DES AUTEURS

Dirigé par Stéphane Piedelièvre

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 9782340063952

Nombre de pages : 496

« Les principes des contrats publics en Europe »

L'ouvrage « Les principes des contrats publics en Europe » a été publié en mars 2022, sous la direction scientifique de **Stéphane de La Rosa**, Professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC et Directeur du laboratoire MIL, aux Éditions Bruylant, Collection droit administratif.

À PROPOS DES AUTEURS

Dirigé par Stéphane de La Rosa & Patricia Valcarcel Fernandez

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 9782802767633

Nombre de pages : 666



« Droit de l'urbanisme »

L'ouvrage « Droit de l'urbanisme » co-rédigé par **Marie Soazic**, Maître de conférences à la Faculté de droit de l'UPEC et membre du MIL, a été publié en mai 2022 aux éditions Dalloz, collection Précis - Droit public - Science politique, 9^{ème} édition.

À PROPOS DES AUTEURS

Henri Jacquot, professeur émérite de l'Université d'Orléans.

François Priet, professeur émérite de l'Université d'Orléans, directeur honoraire du Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (GRIDAUH).

Soazic Marie, maître de conférences à l'UPEC et membre du MIL.

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 978-2-247-21532-4

Nombre de pages : 1456

« L'État intégré, Un nouveau type d'État européen »

L'ouvrage « L'État intégré, Un nouveau type d'État européen - Le cas de la France » dirigé par **Béligh Nabli**, Maître de conférence HDR en droit public à la Faculté droit de l'UPEC et membre du MIL, a été publié en juin 2022 aux éditions Bruylant, Collection droit de l'Union européenne - Colloques. Il s'agit de la publication des actes du colloque organisé le 18 janvier 2022 à la Faculté de droit de l'UPEC avec le soutien du Laboratoire MIL.

À PROPOS DES AUTEURS

Dirigé par Béligh Nabli, Maître de conférence HDR en droit public à l'UPEC et membre du MIL

RÉFÉRENCE DE L'OUVRAGE

ISBN : 9782802770596

Nombre de pages : 203



Aikaterini Angelaki, « La nouvelle approche de solidarité dans le pacte sur la migration et l'asile : un changement de paradigme ? », *Revue des affaires européennes / Law & European Affairs*, 2021/3, pp. 599-609.

Aikaterini Angelaki, « L'activation de la directive 2001/55/CE relative à la protection temporaire dans le contexte de la crise ukrainienne », *Europe des Droits & Libertés/Europe of Rights & Liberties*, 2022/1, pp. 119-128.

Gregory Bligh (avec Emmanuel Jeuland) (dir.), Dossier « Saisir le droit par la relation », *Revue Juridique de la Sorbonne*, n° 5, juin 2022

Gregory Bligh, « Saisir la base interactionnelle de l'autorité du droit. Préférer Austin à Kelsen », *Revue Juridique de la Sorbonne*, n° 5, dossier « Saisir le droit par la relation », juin 2022

Gregory Bligh, traduction de Jennifer Nedelsky, « Repenser les droits comme des relations », *Revue Juridique de la Sorbonne*, n° 5, dossier « Saisir le droit par la relation », juin 2022

Laure Clément-Wilz, « Le français, langue intégrée au sein de l'Union européenne ? », in B. Nabli (dir.), *La France Etat intégré*, Bruylant, 2022, p. 159.

Stéphane de La Rosa, «Principles applying to procurement contracts entered into by EU institutions», in S. de La Rosa et al., *Principles of public contract in Europe*, pp. 153-169.

Stéphane de La Rosa, « Parachever l'Europe Sociale ? Ombres et lumières de la proposition de directive relative au salaire minimum ans l'Union européenne », in *Le droit social en dialogue - Mélanges en l'honneur de Marie-Ange Moreau*, Bruylant, 2022, pp. 131-145.

Stéphane de La Rosa, « La "souveraineté européenne" : du discours au concept ? », in B. Nabli (dir.), *L'État intégré, un nouveau type d'Etat européen. Le cas de la France*, Bruylant, coll. Colloques, 2022, pp. 46-66.

Stéphane de La Rosa, « La libéralisation du transport par car : un bilan en demi teinte », *Concurrences*, Dossier n° 2-2022, mai 2022, accessible en ligne.

Stéphane de La Rosa, « L'application du remède aux vices du contrat : la perspective du juge européen », *Revue des Contrats*, Dossier spécial « Les remèdes aux vices de la formation du contrat », 2022/2, juillet 2022

Stéphane de La Rosa, « L'encadrement européen des contrats de la commande publique : pro cessus gloria est », in S. Adalid, F. Michea (dir.), *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, Coll. Droits européens

Bénédicte François, « Le prix dans les cessions de droits sociaux », éd. Dalloz Référence, déc. 2021 (en coécriture avec Jacques Moury)

Bénédicte François, « De l'égalité entre les femmes et les hommes dans les organes de gouvernance des sociétés cotées », *Mélanges en l'honneur de Suzanne Carval*, IRJS déc. 2021

Bénédicte François, « Code Middenext 2021 : une gouvernance durable tangible », *Revue des sociétés* 2022.60

Bénédicte François, « Loi Rixain : une avancée en demi-teinte », *Revue des sociétés* 2022. 253.

Sara Godechot-Patris, « Le prélèvement est mort... Vive le prélèvement - De quelques réflexions sur l'article 913 alinéa 3 du Code civil », JDI 2022-2

Alexandre Maitrot de la Motte, «Taxation and cultural heritage – National experience - France», in Lorenzo del Federico (dir.), *Taxation and Cultural Heritage*, International Bureau of Fiscal Documentation, mars 2022

Alexandre Maitrot de la Motte, « Les premières concrétisations des propositions de la Commission européenne relatives à la fiscalité des entreprises au XXIe siècle », *Revue de Droit Fiscal*, 2022, n° 1, act 1

Alexandre Maitrot de la Motte, « Les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie – Règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) » (avec Jérôme Monsenego) : *Fiscalité Internationale*, 1-2022, n° 2, § 1

Alexandre Maitrot de la Motte, « La réforme du système fiscal international : quelles conséquences pour le droit fiscal de l'Union européenne ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2022, n° 12, ét. 151

Alexandre Maitrot de la Motte, « Dans quelle mesure la taxe sur les salaires est-elle compatible avec le droit de l'Union européenne ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2022, n° 16, comm. 200 (note sous CAA Versailles, 3e ch., 18 nov. 2021, n° 19VE00525, Sté HSBC France)

Alexandre Maitrot de la Motte, « Le dispositif GloBE et le droit de l'Union européenne », *Fiscalité Internationale*, 2-2022, n° 2

Alexandre Maitrot de la Motte, « Droit fiscal européen (1er avril 2021 – 31 mars 2022) » (avec Charlène HERBAIN), *Journal de droit européen*, 2022, n° 6

Alexandre Maitrot de la Motte, « Chronique de fiscalité – année 2021 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2022, n° 2

Frédéric F. Martin, « L'amorale du droit : narration et corruption dans le Quatuor de Los Angeles de James Ellroy », *De l'assassinat considéré comme un des arts juridiques. Droit et littératures policières (XIXe-XXe siècles)*, sous la dir. de P. Bonin et L. Guerlain, Paris, Mare & Martin (« Droit & Littératures »), 2022, p. 165-205

Frédéric F. Martin, « Conclusions générales. Les horizons rétrospectifs du droit : juridicité plurielle et rationalité formelle », *Penser l'ancien droit public. Regards croisés sur les méthodes des juristes (III)*, [actes du colloque des 25 et 26 mars 2021, Toulouse] sous la dir. de N. Laurent-Bonne et X. Prévost, Paris, LDGJ/L'Extension (« Contextes. Culture du droit »), 2022, p. 247-272

Claire Marzo, 27/01/22: WEB 8: UPEC, Lund University, La proposition de directive sur l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes numériques : quels nouveaux défis ?/ The proposed directive on improving working conditions in platform work: What new challenges?, Niklas Selberg
Lire plus/ Read more: <https://cepassoc.hypotheses.org/397>

Claire Marzo, 03/02/22: WEB 9: UPEC, The directive proposal 2021/762 on platform workers' working conditions : Entangled levels of protection, C.Marzo
Lire plus/ Read more

Claire Marzo, 14/02/22: WEB 10: European University Institute of Florence, Digital Public Sphere Working group, Quelle pertinence du constitutionnalisme numérique? Une analyse par le bas à partir de l'exemple pratique de l'esquisse des valeurs constitutionnelles au fondement de la protection sociale des travailleurs de plateformes/ *Assessing the relevance of digital constitutionalism: a bottom-up analysis from the concrete example of platform workers' social protection to the design of constitutional values*, Claire Marzo
Lire plus/ Read more: <https://cepassoc.hypotheses.org/411>

Claire Marzo, 17/03/2022: WEB 11: 03/02/22: Università Pompeu Fabra, Focus on the Spanish law/ La loi espagnole sur le travail de plateformes, Eusebi Colas-Neila, [Lire plus/ Read more: https://cepassoc.hypotheses.org/485](https://cepassoc.hypotheses.org/485)

Claire Marzo, 17/05/2022: WEB 12, UPEC, Le nouvel arrêt Deliveroo du Tribunal correctionnel de Paris/ Focus on the Deliveroo case (French Tribunal correctionnel), J. Sellam/ B. Palli/ C. Marzo, [Lire plus/ See more: https://cepassoc.hypotheses.org/575](https://cepassoc.hypotheses.org/575)

Pierre de Montalivet, «The polysemous notion of principle», in Stéphane de La Rosa, Patricia Valcárcel Fernandez (dir.), avec la collaboration de Romélien Colavitti, *Les principes des contrats publics en Europe / Principles of public contracts in Europe*, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit administratif / Administrative Law, 2022, p. 45-55

Pierre de Montalivet, « La proximité et la gouvernance : un enrichissement réciproque ? », in Stéphane Bernatchez (dir.), *La gouvernance de proximité : usages et sens pour le droit*, Les Éditions Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke, novembre 2021, p. 15-36

Pierre de Montalivet, avec Alain Lambert et Hervé Moyson, « Changer de culture normative : les réponses des candidats à l'élection présidentielle », *Le club des juristes*, blog, 5 avril 2022, <https://blog.leclubdesjuristes.com/changer-de-culture-normative-les-reponses-des-candidats-a-lelection-presidentielle>

Mohammad Mustafa Mohiqi et Murtaza Mohiqi, «The Digital Economy and Data Ownership in European Union Law», in Anuradha Jha et Zubair Ahmed Khan (dir.), *Law and Economics*, New Delhi, B.R. International Publishers, 2022, p. 105-114.

Mohamad Mustafa Mohiqi et Murtaza Mohiqi, «Discrimination of artificial intelligence place» [en farsi], 5th International Conference on Science and Law, Teheran / Istanbul, 2022 [publication en ligne : <https://civilica.com/doc/1428221/>].

Martin Morales, « La constitutionnalisation de la procédure administrative non contentieuse », *RFDA*, 2021, p.1077 et s.

Béligh Nabli, « L'organisation politico-administrative de la présidence française du Conseil de l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n°658, avril 2022, p.301-310.

Béligh Nabli, « Droit constitutionnel et géopolitique », in *Le droit constitutionnel et la géographie*, sous la direction de P.-H. Prélot (†), F. Richard-Scott et S. Schott, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (coll. Colloques & Essais)

Arnaud de Nanteuil, « La promotion de l'investissement éthique par les accords bilatéraux et multilatéraux », in R. Maurel (dir.), *Le droit international des investissements au prisme de l'éthique*, LexisNexis, 2021, pp. 43-55.

Arnaud de Nanteuil, « Article 8.14, Subrogation clause », in A. Reinisch, M. Bungenberg (dir.), *The CETA Investment Chapter : Commentary article by article*, Nomos, 2022, pp. 360-373.

Arnaud de Nanteuil, « L'affaire Hope Services LLC c. Cameroun ou les leçons sur les limites d'un système », *Revue de droit des affaires internationales - International Business Law Journal*, 2021/6

Arnaud de Nanteuil, « Dénoncer pour engager une nouvelle pratique ? L'exemple des dénonciations récentes en matière d'investissement international », in F. Couveihnes Matsumoto, R. Nollez-Goldbach (dir.), *La dénonciation des traités : techniques et politiques*, Pedone, 2022, pp. 125-139.

Arnaud de Nanteuil, « La confirmation de l'incompatibilité entre l'arbitrage sur le fondement du Traité sur la Charte de l'énergie et le droit européen », *Revue de droit des affaires internationales - International Business Law Journal*, 2022/2

Arnaud de Nanteuil, « L'adoption du nouveau règlement d'arbitrage du CIRDI », *Revue de droit des affaires internationales - International Business Law Journal*, 2022/4

Lucie Sponchiado, « Nomination », Entrée in D. Connil (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, à paraître en 2023

Lucie Sponchiado, « Faut-il faire évoluer l'encadrement des nominations des membres du Conseil constitutionnel ? », in E. Lemaire & T. Perroud (dir.), *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, p.105-122

Noé Wagener, « Les glissements du droit d'accès aux archives publiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2022/1 (n° 69-1), p. 13-23

Marie Cornu et Noé Wagener, « La nécessité d'une loi : retour sur les strates de la réglementation des musées », in Marie Cornu, Jérôme Fromageau et Dominique Poulot (dir.), 2002. *Genèse d'une loi sur les musées*, Paris, La Documentation française, 2022, p. 187-205

Marie Cornu et Noé Wagener, « La propriété de ce qui est à tous : le débat sur la restitution des biens culturels », in Clémentine Bories, Claire Bouglé-Le Roux, Philippe Charlier et Mélanie Clément-Fontaine (dir.), *Les restitutions des collections muséales. Aspects politiques et juridiques*, Paris, Mare & Martin, 2022, p. 339-354

Noé Wagener, « Ouvrir les archives, dépatrimonialiser le pouvoir. Approche juridique des conflits d'archives », in Stéphane Péquignot et Yann Potin (dir.), *Les conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2022, p. 307-317

Lamprini Xenou, « Effet direct des directives : le refus par la Cour de cassation de considérer un organisme de droit privé comme une émanation de l'État », note sous Cour de cassation, 10 nov. 2021, Société Imation Europe BV c/ Société Copie France, n° 19-14.438, *La Semaine Juridique*, Edition Générale n° 1, 10 Janvier 2022, p. 12.